

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 AVIGNON

AVIGNON, le 21/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/09/2022

Contexte et constats

Publié sur



ORANGINA SUNTORY FRANCE PRODUCTION

433, Chemin des Matouses
84470 CHATEAUNEUF DE GADAGNE

Références : D-00498-2022
Code AIOT : 0006401556

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/09/2022 dans l'établissement ORANGINA SUNTORY FRANCE PRODUCTION implanté, 433 Chemin des Matouses, 84470 CHATEAUNEUF DE GADAGNE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre des opérations de contrôles du respect des mesures de restrictions provisoires de l'usage de l'eau prises par arrêtés préfectoraux, et plaçant le bassin versant des Sorgues successivement en situations d'Alerte, d'Alerte renforcée et de Crise.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORANGINA SUNTORY FRANCE PRODUCTION
- 433, Chemin des Matouses, 84470 CHATEAUNEUF DE GADAGNE
- Code AIOT : 0006401556
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED-MTD

La société SUNTORY exploite depuis 1965 une usine spécialisée dans la fabrication et la distribution de boissons non alcoolisées :

- boissons plates sans conservateurs aux fruits aromatisées (marques Oasis, Maytea, ...)
- boissons gazeuses carbonatées (marques Schweppes, Orangina, Gini, ...).

Les produits sont commercialisés auprès de la grande distribution ainsi qu'au niveau des circuits de

café, hôtels et restaurants.

Les activités de cet établissement sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 30 décembre 2009 modifié (par les arrêtés préfectoraux du 4 août 2014, 14 juin 2016, 3 octobre 2019 et 16 décembre 2020). En particulier, la production de boissons relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3642 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le volume journalier de boissons produites ainsi autorisé est fixé à 1 730 000 L.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Arrêté préfectoral du 7 avril 2022 fixant, en cas de sécheresse, le cadre des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau dans le département de Vaucluse.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 07/04/2022, article 8	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit justifier que ses prélèvements en eau ont été réduits au minimum. Le cas échéant, il établira un plan d'actions visant à optimiser sa consommation actuelle et/ou proposera des mesures spécifiques d'économies d'eau à réaliser en cas de sécheresse.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2022, article 8

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de gestion adaptées à l'évolution de la ressource en eau

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Le tableau présenté en annexe 1 établit les mesures de restriction par usage à mettre en oeuvre en fonction du niveau de gravité.

Annexe 1
(pour partie)

Usages	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise (3)
Activités industrielles (dont ICPE) commerciales et artisanales dont la consommation d'eau est > à 1000 m³/an	Sensibiliser les exploitants aux règles de bon usage d'économie d'eau	Réduction des prélèvements d'eau de 20 % de la consommation hebdomadaire moyenne de l'année en cours hors période sécheresse	Réduction des prélèvements d'eau de 40 % de la consommation hebdomadaire moyenne de l'année en cours hors période sécheresse	L'interdiction de prélever peut-être décidée par le préfet de département.
Exploitation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)	Sensibiliser les exploitants ICPE aux règles de bon usage d'économie d'eau	<p>Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (exemple d'opération de nettoyage grande eau) sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique.</p> <p>Les dispositions applicables aux activités industrielles commerciales et artisanales s'appliquent sauf si :</p> <p>a : l'établissement bénéficie d'un arrêté préfectoral comportant des prescriptions relatives aux économies d'eau à réaliser en cas de sécheresse. L'arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement prévaut alors.</p> <p>ou</p> <p>b : l'établissement peut démontrer que ses prélèvements en eau ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, actions et investissements spécifiques, ...).</p> <p>L'établissement tient à la disposition de l'inspection des installations classées un document spécifique argumenté permettant de justifier qu'il relève de ce cadre particulier d'application.</p> <p>ou</p> <p>c : l'exploitant prélève dans une ressource maîtrisée</p>		

Constats : Le bassin versant des Sorgues, pour lequel l'exploitant est concerné, a été placé par arrêtés préfectoraux successifs aux différents niveaux de sécheresse suivants :

- situation d'Alerte entre le 20 avril et le 5 juillet 2022 ;
- situation d'Alerte renforcée entre le 6 juillet et le 7 août 2022 ;
- situation de Crise depuis le 8 août 2022.

Le site dispose de 5 forages et bénéficie d'une autorisation de prélèvement de 1 200 000 m³/an. La consommation du site en 2021 était de 302 315 m³. Elle a été réduite de 50 % en 10 ans.

L'exploitant distingue deux catégories d'usages de l'eau prélevée :

- les usages principaux, que sont la préparation des boissons et l'eau de process (pasteurisateur, chaudières et nettoyage). Ces usages sont couverts par :
 - le forage F1, non labellisé « eau de source », destiné à la production d'eau adoucie et osmosée (utilisée dans la préparation des boissons) et d'eau de process (eau brute décarbonatée) ;
 - les forages F4, F5 et F6, labellisés « eau de source », destinés à la préparation des boissons.
- les usages secondaires, représentés par les prélèvements réalisés sur :
 - le forage F7 (forage de sauvegarde ou « back-up »), labellisé eau de source, mais qui n'est pas exploité à ce jour. L'exploitant maintient un débit minimum de prélèvement afin d'assurer la qualité micro-biologique de l'eau. L'eau prélevée est directement renvoyée vers la station d'épuration interne ;
 - le forage PF1, dit forage de fixation, utilisé comme barrière hydraulique en amont du site. L'eau prélevée est rejetée directement dans le milieu naturel.

L'Inspection n'a constaté aucune opération « exceptionnelle » consommatrice d'eau le jour de la visite. L'exploitant indique que ces opérations ont été reportées (exercice incendie) ou modifiées (nettoyage à sec des bâtiments).

Concernant les usages principaux, l'exploitant indique que l'optimisation de la consommation d'eau prélevée est intégrée au dispositif de management environnemental (certification ISO 14001), ce qui a permis de réduire de 36 % la consommation spécifique d'eau (consommation d'eau / quantité de boissons produites) sur les 10 dernières années. En 2021, cette consommation spécifique s'établit en moyenne à 1,7 m³ d'eau consommée / m³ de boissons produites.

Le dernier investissement réalisé est le remplacement des deux rinceuses à eau de la ligne de production de cannettes par des rinceuses à air. La première, la plus consommatrice d'eau, a été remplacée en 2021, la seconde le sera d'ici la fin d'année 2022. Cet investissement s'élève à 400 k€, et représente une économie d'eau d'environ 7 000 m³ par an.

Sur les usages principaux, compte tenu des mesures d'optimisation de la consommation déjà en place, l'exploitant estime que les prélèvements sont réduits au minimum, et que par conséquent il n'est pas possible d'atteindre les niveaux temporaires de réduction d'eau prélevée prescrits par l'arrêté cadre du 7 avril 2022.

Concernant les usages secondaires (forage back-up et forage de fixation), l'exploitant indique qu'au début de l'épisode de sécheresse (niveau d'alerte), le prélèvement sur le forage back-up n°7 a été interrompu pendant 7 semaines, mais qu'il a dû être rétabli, car la qualité micro-biologique de l'eau se dégradait.

Sur le forage de fixation, le débit de prélèvement a été réduit dès le passage au niveau d'alerte. Globalement on constate une diminution de 43 % des prélèvements hebdomadaires sur ces deux ouvrages, depuis le déclenchement du niveau d'alerte jusqu'au jour de la visite, par rapport aux prélèvements hebdomadaires moyens calculés sur les semaines 1 à 16 (hors période sécheresse). Dans le détail, les prélèvements ont été réduits de 77 % sur la période d'alerte (arrêt du pompage sur F7 pendant 7 semaines), et de 27 % sur les périodes d'alerte renforcée et de crise (reprise du pompage sur F7).

L'Inspection a demandé à l'exploitant de lui adresser, sous 3 mois une étude présentant :

- le descriptif détaillé des usages en eau prélevée,
- les mesures de maîtrise en place,
- le cas échéant, les mesures pérennes envisageables pour améliorer l'optimisation des

prélèvements et / ou les mesures activables en cas d'épisode de sécheresse (l'optimisation des prélèvements sur les forages back-up et de fixation a notamment été évoquée comme piste à envisager).

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet